

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 94 — 2462

[C — 27501]

14 JUILLET 1994. — Décret modifiant la loi du 28 février 1882 sur la chasse (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans la loi du 28 février 1882 sur la chasse, l'article 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er}. § 1^{er}. En Région wallonne, on entend par :

1^o acte de chasse : l'action consistant à capturer ou tuer un gibier, de même que celle consistant à le rechercher ou le poursuivre à ces fins;

2^o année cynégétique : période s'étendant sur douze mois et dont les dates de début et de fin sont définies par le Gouvernement;

3^o Conseil : le Conseil supérieur wallon de la chasse visé au § 2 du présent article;

4^o conseil cynégétique : toute personne morale agréée par le Gouvernement, assurant, pour le petit gibier, le grand gibier et le gibier d'eau, la coordination de la gestion cynégétique sur un territoire dont l'étendue est suffisante au regard des caractéristiques biologiques du gibier concerné et dont sont membres, notamment, les personnes qui, sur ce territoire, sont titulaires du droit de chasse. Le Gouvernement fixe de manière générale les conditions et la procédure d'agrément des conseils cynégétiques;

5^o lâcher : opération qui consiste à libérer dans un territoire de chasse des animaux gibier;

6^o occupant : toute personne ayant un intérêt actuel à défendre sur les biens mêmes qu'elle occupe ou qu'elle exploite;

7^o piège à mâchoires : dispositif destiné à entraver ou capturer un animal à l'aide de mâchoires qui se referment étroitement sur un ou plusieurs membres de l'animal, empêchant ainsi le ou les membres en question d'échapper au piège;

8^o plan de tir : la décision déterminant le nombre d'animaux, répartis en fonction de leur espèce, de leur type, de leur âge et de leur sexe, qui doivent ou qui peuvent être tirés sur un territoire déterminé, au cours d'une ou de plusieurs années cynégétiques;

9^o mirador : toute plate-forme ou siège surélevé qui, de quelque manière que ce soit, permet le tir du gibier à partir d'un point situé au-dessus du niveau normal du sol, y étant assimilés les arbres, aménagés ou non, utilisés pour le tir du gibier et toutes constructions ou installations quelconques, aménagées à même le sol et utilisées pour le tir du gibier, à l'exception des emplacements de battue au cours d'une chasse en battue;

10^o territoire clôturé : tout territoire ou partie de territoire de chasse délimité, de manière permanente ou temporaire, par un ou plusieurs obstacles empêchant le libre parcours de toute espèce de grand gibier.

§ 2. Il est institué auprès du Ministère de la Région wallonne un Conseil supérieur wallon de la chasse dont la mission est de donner au Ministre qui a la chasse dans ses attributions un avis sur toutes les questions intéressant directement ou indirectement la chasse.

La composition, le fonctionnement et les modalités de consultation sont fixés par le Gouvernement.

Le Conseil comprend au maximum vingt-quatre membres désignés par le Gouvernement et répartis comme suit :

— seize membres représentant les diverses zones cynégétiques, les différents modes de chasse ainsi que les associations ou les groupements les plus représentatifs du monde de la chasse; ces seize membres doivent obligatoirement être titulaires d'un permis de chasse délivré en Région wallonne;

— deux membres représentant le Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature;

— deux membres représentant le Conseil supérieur wallon des forêts et de la filière bois;

— deux membres représentant le Conseil supérieur wallon de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de l'alimentation;

— deux membres représentant les milieux scientifiques ayant une relation directe avec la chasse et le gibier.

Le président et le vice-président du Conseil sont désignés par le Ministre au sein des seize membres représentant le monde de la chasse.

Le secrétariat est assuré par l'Administration qui a la chasse dans ses attributions. »

Art. 2. Pour la Région wallonne, l'article 1^{er} *bis* de la loi sur la chasse est modifié comme suit : « au b — petit gibier —, supprimer : « le Petit Tétras ou Tétras-Lyre, population britannique (*Tetrao Tetrix britannicus*) ». »

Art. 3. Pour la Région wallonne, un article 1^{er} *ter*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 1^{er} *ter*. Dans la Région wallonne, le Gouvernement fixe, après avis du Conseil puis concertation avec les autres Gouvernements régionaux et les Gouvernements des Etats du Benelux, pour une période de cinq ans, pour l'ensemble ou une partie de son territoire, pour chaque catégorie, espèce, type ou sexe de gibier et pour chaque mode et procédé de chasse, les dates de l'ouverture, de la clôture ou de la suspension de la chasse.

Si la situation sanitaire, biologique ou météorologique le justifie, le Gouvernement peut, après avis du Conseil, modifier pour une année cynégétique les dispositions arrêtées en vertu de l'alinéa 1^{er}.

Dans un périmètre déterminé, le Gouvernement, aux conditions qu'il fixe, peut déroger aux dispositions arrêtées en vertu des alinéas 1^{er} et 2, en faveur des titulaires du droit de chasse, membres d'un conseil cynégétique agréé par lui.

Les arrêtés relatifs à l'ouverture et à la fermeture de la chasse sont publiés trente jours au moins avant la date des époques fixées. »

(1) Session 1993-1994.

Documents du Conseil 246 (1993-1994). Nos 1 à 25.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 30 juin 1994.

Discussion. — Vote.

Art. 4. Pour la Région wallonne, un article 1^{er}*quater*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 1^{er}*quater*. En Région wallonne, le Gouvernement peut soumettre, après avis du Conseil, la chasse à tir aux espèces de gibier qu'il désigne à la détention d'un plan de tir approuvé par lui. Après avis du Conseil, il détermine la procédure et les conditions d'approbation du plan de tir, ainsi que les mesures de contrôle du respect de l'application de ce plan.

Les infractions aux dispositions du présent paragraphe sont punies d'une amende de 100 à 1 000 francs. »

Art. 5. Pour la Région wallonne, un article 1^{er}*quinquies*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 1^{er}*quinquies*. En Région wallonne, le Gouvernement peut agréer des associations de recherche de grand gibier blessé.

Les conditions et la procédure d'agrément sont déterminées par le Gouvernement après avis du Conseil.

Les délégués de ces associations agréées peuvent recevoir du Gouvernement des dérogations aux articles 2 et 6, alinéa 1^{er}, lorsqu'il est nécessaire d'achever un grand gibier blessé.

Le Gouvernement détermine, après avis du Conseil, les conditions auxquelles une personne peut se voir conférer la qualité de délégué d'une association agréée. »

Art. 6. Pour la Région wallonne, un article 1^{er}*sexties*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 1^{er}*sexties*. En Région wallonne, le Gouvernement peut, après avis du Conseil, accorder une aide financière en faveur d'actions favorisant l'étude, le maintien ou le développement du gibier vivant à l'état sauvage visé à l'article 1^{er}*bis* ainsi que pour toute action de sensibilisation dans ce sens.

Cette aide peut être accordée à toute personne physique ou morale. »

Art. 7. Pour la Région wallonne, l'article 2 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 2. En Région wallonne, la chasse est interdite, sous peine d'une amende de 200 à 1 000 francs, depuis le coucher officiel du soleil jusqu'au lever officiel du soleil.

Dans les dispositions arrêtées en application de l'article 1^{er}*ter*, le Gouvernement peut, après avis du Conseil, aux époques et conditions qu'il détermine, autoriser la chasse à l'affût durant l'heure qui suit le coucher officiel du soleil et celle qui précède son lever officiel. »

Art. 8. Pour la Région wallonne, à l'article 2*bis* :

1^o il est ajouté un nouveau § 3 libellé comme suit :

« § 3. Dans les territoires qui s'étendent sur deux ou plusieurs Régions ou pays, la chasse est autorisée aux conditions du présent décret sur la portion du territoire située en Région wallonne, pour autant que la superficie totale du territoire d'un seul tenant soit égale au minimum requis dans un de ces pays, ou une de ces Régions, et pour autant qu'il y ait réciprocité entre la Région wallonne et ces pays ou Régions limitrophes. »

2^o l'actuel § 3 devient le § 4.

Art. 9. Pour la Région wallonne, dans l'article 2*bis* de la même loi, y inséré par l'article 3 de l'arrêté royal du 10 juillet 1972, le § 3 de la loi, devenu § 4, est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. En Région wallonne, les infractions aux dispositions du présent article sont punies d'une amende de 100 à 1 000 francs. »

Art. 10. Pour la Région wallonne, un article 2*ter*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 2*ter*. En Région wallonne, la chasse à tout grand gibier est interdite sur un territoire clôturé sous peine d'une amende de 200 à 1 000 francs.

La présente disposition ne s'applique pas aux territoires ou parties de territoire délimités par des clôtures installées pour la sécurité des personnes ainsi que pour la protection des cultures et le maintien du bétail, à l'exclusion de toute autre clôture. Le Gouvernement détermine la hauteur de ces clôtures. »

Art. 11. Pour la Région wallonne, l'article 3, alinéa 1^{er}, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« En Région wallonne, il est interdit, sous peine d'une amende de 100 à 1 000 francs, de chasser sur les voies ferrées et leurs dépendances. Toutefois, la chasse peut être autorisée par le propriétaire, lorsque la voie ferrée n'est plus en activité. »

Art. 12. Pour la Région wallonne, l'article 4 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 4. En Région wallonne, il est défendu de chasser, en quelque temps et de quelque manière que ce soit, sur le terrain d'autrui, sans le consentement du propriétaire ou de ses ayants droit, sous peine d'une amende de 100 à 1 000 francs.

L'amende est de 300 à 1 000 francs lorsque le terrain est clos de murs ou de haies. »

Art. 13. Pour la Région wallonne, l'alinéa 1^{er} de l'article 5 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 5. En Région wallonne, seront punis d'une amende de 50 à 100 francs ceux qui auront sciemment laissé chasser ou vagabonder leurs chiens sur les terres où le droit de chasse appartient à autrui. »

Art. 14. Pour la Région wallonne, il est inséré un article 5*bis* rédigé comme suit :

« Article 5*bis*. § 1^{er}. En Région wallonne, dans un souci éthique, la recherche d'un gibier blessé est obligatoire.

Cette recherche doit être effectuée par le titulaire du droit de chasse ou, sous sa responsabilité, par les personnes désignées par lui.

Le titulaire du droit de chasse peut désigner les délégués des associations agréées pour la recherche du grand gibier visées à l'article 1^{er}*quinquies*.

La désignation peut être verbale ou écrite.

Toute personne armée se livrant à la recherche d'un gibier blessé doit être porteuse d'un permis de chasse.

§ 2. En Région wallonne, la recherche d'un gibier blessé est admise sur le terrain d'autrui sans le consentement prévu à l'article 4, alinéa 1^{er}, et par dérogation à l'article 5.

Toutefois, cette recherche ne peut pas s'effectuer :

- dans les lieux constitutifs d'un domicile au sens de l'article 15 de la Constitution;
- sans avertissement préalable, verbal ou écrit, du titulaire du droit de chasse concerné ou de son garde-chasse assermenté.

§ 3. Les infractions aux dispositions du présent article sont punies d'une amende de 100 à 200 francs. »

Art. 15. Pour la Région wallonne, l'article 6 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 6. En Région wallonne, il est défendu de chasser, de quelque manière que ce soit, hors des époques fixées par le Gouvernement.

Il est également défendu en tout temps d'enlever ou de détruire, d'exposer en vente, de vendre, d'acheter, de transporter ou de colporter des œufs ou des couvées d'oiseaux classés comme gibier et vivant naturellement à l'état sauvage.

Les infractions aux dispositions du présent article sont punies d'une amende de 200 à 1 000 francs. »

Art. 16. Pour la Région wallonne, l'article 7 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 7. A condition qu'il n'existe pas une solution satisfaisante et que cela ne nuise pas à la survie de la population concernée, le Gouvernement, après avis du Conseil, peut permettre de capturer, repousser ou détruire les espèces gibier :

- a. dans l'intérêt de la protection de la faune et de la flore;
- b. pour prévenir des dommages importants aux cultures, à l'élevage, aux forêts, aux pêcheries, aux eaux;
- c. dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques ainsi que de la sécurité aérienne;
- d. à des fins de recherche et d'éducation, de repeuplement, de réintroduction ainsi que pour l'élevage se rapportant à ces actions.

Le Gouvernement fixe les circonstances de temps et de lieu, les moyens, installations ou méthodes qui peuvent être mis en œuvre et détermine les personnes habilitées à capturer, repousser et détruire, ainsi que les conditions que celles-ci doivent remplir.

Les infractions aux dispositions du présent article sont punies d'une amende de 100 à 400 francs. »

Art. 17. Pour la Région wallonne, l'article 8 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 8. En Région wallonne, sans préjudice des dispositions de l'article 7, il est interdit, en tout temps, de transporter et d'employer des filets, lacets, pièges à mâchoires, bricoles, appâts empoisonnés ou non et tous autres engins propres à prendre, à détruire ou à faciliter soit la prise, soit la destruction de tout gibier.

La détention, la vente et l'offre en vente de pièges à mâchoires sont interdites.

Tout acte de chasse à partir d'un véhicule à moteur est interdit.

Les infractions aux dispositions du présent article sont punies d'une amende de 100 à 1 000 francs. »

Art. 18. L'article 9 de la même loi, abrogé par le décret du Conseil régional wallon du 19 juillet 1985 modifiant pour la Région wallonne certaines dispositions de la loi du 28 février 1882 sur la chasse, est rétabli pour la Région wallonne dans la rédaction suivante :

« Article 9. En Région wallonne, l'article 8 ne s'applique pas :

- 1° aux bourses propres à prendre les lapins;
- 2° aux engins que le propriétaire ou son ayant droit aura été autorisé à employer par le Gouvernement pour reprendre dans ses bois les faisans destinés à la reproduction;
- 3° aux engins de capture utilisés à des fins de recherche scientifique ou à des fins prophylactiques, dans les limites et aux conditions fixées par le Gouvernement;
- 4° aux pièges sélectifs selon les modalités définies par le Gouvernement après avis du Conseil;
- 5° aux moyens autorisés par le Gouvernement en vertu de l'article 7. »

Art. 19. Pour la Région wallonne, l'article 9bis de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 9bis. En Région wallonne :

§ 1^{er}. Après avis du Conseil, le Gouvernement réglemente l'emploi des projectiles, engins, dispositifs, procédés, modes ou techniques de chasse, en vue de l'exercice de la chasse.

La chasse à courre est interdite en Région wallonne.

§ 2. Il est interdit d'occuper, avec une arme, des miradors situés à moins de deux cents mètres, soit de la limite de tout terrain où la chasse à tir est pratiquée par autrui, soit d'une réserve naturelle au sens de la loi sur la conservation de la nature du 12 juillet 1973, excepté si la chasse y est autorisée, soit d'un lieu de nourrissage artificiel du gibier.

L'interdiction précédente n'est pas applicable aux miradors utilisés pour la destruction du pigeon ramier aux conditions fixées par le Gouvernement.

§ 3. Les infractions aux dispositions du présent article sont punies d'une amende de 100 à 1 000 francs. »

Art. 20. Pour la Région wallonne, l'article 10 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 10. En Région wallonne, il est interdit de transporter ou de mettre sur le marché un gibier mort sauf depuis le jour de l'ouverture jusqu'et y compris le dixième jour après la fermeture de la chasse à l'espèce concernée.

L'interdiction du premier alinéa ne s'applique pas aux pâtés de gibier, à condition que le gibier utilisé soit totalement dénaturé.

En cas d'ouverture de la chasse dans un territoire limité, le Gouvernement peut réglementer le transport et la mise sur le marché du gibier abattu durant la période envisagée.

Les commerçants en gibier, traiteurs et restaurateurs peuvent transporter, faire transporter, stocker, conditionner, traiter et mettre sur le marché, au-delà des périodes visées aux alinéas 1^{er} et 3, tout gibier, pour autant qu'ils puissent en établir la provenance, en prouver la détention régulière, notamment par rapport aux règles applicables dans l'Etat ou Région d'origine, et répondre aux conditions fixées par le Gouvernement après avis du Conseil.

Le Gouvernement peut décider que le transport ou la mise sur le marché de gibier mort sont également interdits, ou sont réglementés, pendant la période allant de l'ouverture de la chasse jusques et y compris le dixième jour qui suit la fermeture de la chasse.

En ce qui concerne le grand gibier, le Gouvernement peut créer un label de provenance et de qualité wallonnés, applicable au produit de l'élevage et au produit de la chasse. Il détermine les modalités d'attribution du label.

Les infractions aux dispositions du présent article seront punies d'une amende de 100 à 1 000 francs et d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, ou d'une de ces peines seulement. »

Art. 21. Pour la Région wallonne, dans l'article 11 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « ne » et « que » sont supprimés;

2° dans le même alinéa, les mots « chez les marchands de comestibles, traiteurs et aubergistes, dans les lieux publics ou les voitures publiques » sont remplacés par les mots « à tout moment et en tous lieux et véhicules non constitutifs d'un domicile au sens de l'article 15 de la Constitution »;

3° l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 22. Pour la Région wallonne, l'article 12 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 12. Le transport et le lâcher du petit gibier vivant et du gibier d'eau vivant ne sont autorisés que depuis le lendemain du jour de la fermeture de la chasse jusqu'au trentième jour précédant l'ouverture de celle-ci à l'espèce concernée. Toutefois, pour l'espèce perdreau, le transport et le lâcher sont autorisés jusqu'au quinzième jour précédant l'ouverture de la chasse à cette espèce.

De plus, s'il s'agit de transport en vue de la vente d'oiseaux gibier prélevés dans la nature et appartenant à l'annexe III, partie 2, de la Directive 79/409/CEE concernant la conservation des oiseaux sauvages, ce transport ne pourra être autorisé par le Gouvernement qu'après consultation de la Commission, conformément aux dispositions de l'article 6, points 3 et 4, de cette Directive.

Le Gouvernement détermine, après avis du Conseil, les conditions auxquelles est soumis le lâcher du petit gibier et du gibier d'eau.

Les infractions aux dispositions du présent article seront punies d'une amende de 100 à 5 000 francs et d'un emprisonnement d'un mois à deux ans ou d'une de ces peines seulement. »

Art. 23. Pour la Région wallonne, un article 12bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 12bis. § 1er. Pour le grand gibier et l'autre gibier, sont interdits en tout temps :

1° l'achat, le transport, l'exposition en vente, la vente et le lâcher de tout animal vivant;

2° l'exploitation de parcs d'élevage, de réserve et de repeuplement d'animaux destinés à être lâchés, chassés ou abattus.

§ 2. Le Gouvernement pourra accorder, après avis du Conseil, des dérogations limitées ou non dans le temps, en faveur de :

— la science, l'observation ou la conservation du gibier sauvage;

— l'élevage de gibier en vue de la production de viande ou à des fins touristiques, pour autant que cet élevage ne nuise pas aux populations sauvages.

§ 3. Les infractions aux dispositions du présent article seront punies d'une amende de 100 à 5 000 francs et d'un emprisonnement d'un mois à deux ans ou d'une de ces peines seulement. »

Art. 24. Pour la Région wallonne, un article 12ter, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 12ter. § 1er. A l'exception du sanglier, le nourrissage du grand gibier est interdit.

§ 2. Toutefois, après avis du Conseil, le nourrissage peut être autorisé ou rendu obligatoire à titre supplétif, aux conditions fixées par le Gouvernement, entre le 1er novembre et le 30 avril, dans un ensemble de territoires biologiquement homogène.

§ 3. Le Gouvernement peut, après avis du Conseil, accorder des dérogations strictement limitées dans le temps aux dispositions des §§ 1er et 4, dans l'intérêt de la science, de la conservation de la nature ou à des fins sanitaires.

§ 4. Le nourrissage du sanglier ne pourra être effectué qu'à titre dissuasif en vue de protéger les cultures de dégâts importants et aux conditions fixées par le Gouvernement, après avis du Conseil.

§ 5. Les infractions aux dispositions du présent article seront punies d'une amende de 100 à 1 000 francs. »

Art. 25. Pour la Région wallonne, un article 12quater, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 12quater. En Région wallonne, le lâcher et l'introduction dans la nature de tout animal résultant d'un croisement entre deux espèces, dont l'une est un gibier, sont interdits, sous peine d'une amende de 100 à 5 000 francs et d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, ou d'une de ces peines seulement. »

Art. 26. Pour la Région wallonne, dans l'article 13 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1er, après les mots « dans les domaines de l'Etat » sont ajoutés les mots « et de la Région wallonne. »

2° l'alinéa suivant est ajouté après l'alinéa 2 : « Sur les domaines de la Région wallonne, l'adjudicataire devra être en possession d'un permis de chasse délivré par la Région wallonne. Pour ces domaines, l'adjudicataire sortant qui, lors d'une nouvelle procédure d'adjudication, ne remet pas l'offre la plus élevée, a le droit d'être désigné en qualité d'adjudicataire moyennant un prix égalant le montant de cette offre, sauf s'il n'a pas respecté les dispositions du ou des précédents contrats ou s'il a fait l'objet d'une condamnation pénale définitive pour infraction à la présente loi. »

Art. 27. Pour la Région wallonne, l'article 14 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 14. § 1er. Pour tout mode de chasse, quiconque est trouvé chassant et non porteur d'un permis de chasse ou d'une licence de chasse visée au § 3 sera puni d'une amende de 200 francs. Si le chasseur peut justifier d'un permis de chasse ou d'une licence de chasse mais est non porteur d'un de ces documents, l'amende sera réduite à 25 francs.

Toutefois, dans l'exercice de leur mission, les gardes-chasse, ainsi que les traqueurs et autres auxiliaires, ne doivent pas être titulaires d'un permis ou d'une licence de chasse.

Outre l'amende prévue par le présent article, celui qui est trouvé chassant et ne justifiant pas du permis requis sera condamné d'office au paiement du montant de la taxe due pour ce permis et qui a été éludé par le fait de l'infraction.

Le permis de chasse et la licence de chasse devront être exhibés à toute demande d'un des agents visés à l'article 24. Ils sont personnels.

§ 2. Le permis de chasse est délivré par les fonctionnaires désignés par le Gouvernement, moyennant le paiement à la Région wallonne d'une taxe annuelle de 9 000 francs. Il est valable tous les jours de la semaine.

Le Gouvernement détermine la forme et les autres conditions de délivrance du permis.

Le Gouvernement peut subordonner l'octroi du permis de chasse à un examen.

§ 3. Le titulaire d'un permis de chasse délivré dans la Région wallonne peut obtenir pour son invité, n'étant pas domicilié dans cette Région, une licence de chasse.

Cette licence est valable pour cinq jours consécutifs et est délivrée moyennant le paiement à la Région d'une taxe de 1 500 francs.

Cette licence mentionne le nom du titulaire du permis et le nom du titulaire de la licence, ainsi que les dates et lieux où il sera fait usage de celle-ci.

Le Gouvernement détermine la forme et les conditions de délivrance de la licence et désigne les fonctionnaires compétents pour délivrer celle-ci.

§ 4. En fonction des fluctuations de l'index, le Gouvernement pourra procéder à une révision triennale des montants des taxes visées aux §§ 2 et 3.

Les sommes perçues en vertu des dispositions des §§ 2 et 3 ne peuvent faire l'objet d'un remboursement.

Toutefois, en cas de non-délivrance du permis ou de la licence de chasse, une demande de remboursement du montant de ceux-ci pourra être introduite auprès du Ministre qui a la chasse dans ses attributions.

Les sommes visées aux §§ 2 et 3 sont payées préalablement à la délivrance du permis ou de la licence de chasse par versement ou par virement au compte des recettes du Ministère de la Région wallonne.

§ 5. Les infractions aux dispositions du présent article sont recherchées et constatées par les fonctionnaires, gardes et agents visés à l'article 24, ainsi que par les fonctionnaires ou agents désignés à cette fin par le Gouvernement. En dehors de celles visées au § 1^{er}, les autres infractions aux dispositions du présent article sont punies d'une amende de 100 à 200 francs. »

Art. 28. Pour la Région wallonne, l'article 15 est remplacé par la disposition suivante :

« Article 15. Les infractions prévues par les articles 3, 4, 6, 8, 9bis et 14 ci-dessus seront punies d'une amende double et d'un emprisonnement d'un mois à deux ans lorsqu'elles auront été commises au moyen d'une arme prohibée, lorsque les délinquants auront été déguisés ou masqués, ou lorsque les faits auront été commis en bande ou pendant la nuit. »

Art. 29. Pour la Région wallonne, il est ajouté un 4^o à l'article 22 de la loi, libellé comme suit : « 4^o lorsque le chasseur est en état d'ébriété manifeste ».

Art. 30. Pour la Région wallonne, l'article 28 est remplacé par la disposition suivante :

« Article 28. En Région wallonne, l'action pénale pour une des infractions prévues par la présente loi sera prescrite par le laps de trois ans, à compter du jour où l'infraction aura été commise. »

Art. 31. Pour la Région wallonne, l'article 30bis est remplacé par la disposition suivante :

« Article 30bis. En Région wallonne, le Gouvernement peut dans l'intérêt de la science, de la conservation de la nature ou en vue de prévenir des dommages importants, déroger aux dispositions des articles 2bis, 9bis, 10, alinéa 1^{er}, 12, alinéa 1^{er}, 12bis, § 1^{er}, de la présente loi. »

Art. 32. Pour la Région wallonne, il est inséré un article 30ter rédigé comme suit :

« Article 30ter. § 1^{er}. Toute décision prise en application de la présente loi ne peut avoir pour objet ou pour effet de déroger à une règle de droit international que dans le respect des conditions que celle-ci impose.

§ 2. En ce qui concerne les décisions prises en vertu de la présente loi et qui ne sont pas publiées intégralement au *Moniteur belge*, le Gouvernement prend, après avis du Conseil, les mesures nécessaires, soit pour en assurer la publication par d'autres voies que le *Moniteur belge*, soit pour informer le public de la manière d'en prendre connaissance. »

Art. 33. Pour la Région wallonne, l'article 32 de la même loi est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Dans la Région wallonne, sont abrogés :

- 1^o les articles 6bis, 6ter et 7ter;
- 2^o l'article 31, sauf pour ce qui concerne l'importation, l'exportation et le transit des espèces d'oiseaux non indigènes et de leurs dépouilles;
- 3^o l'intitulé « Dispositions propres à la Région wallonne » inséré entre les articles 32 et 33 de la loi du 28 février 1882 sur la chasse;
- 4^o les articles 33 à 37;
- 5^o le décret du 28 juin 1990 relatif au permis et à la licence de chasse. Toutefois, les mesures réglementaires relatives à la délivrance du permis de chasse et de licence de chasse ainsi que les formulaires existant à ce sujet restent d'application pour autant qu'ils ne soient pas contraires au présent décret et tant que le Gouvernement n'a pas édicté de nouvelles règles;
- 6^o l'arrêté royal du 17 août 1964 réglementant l'emploi des miradors en vue de l'exercice de la chasse;
- 7^o l'article 13 du Code rural du 7 octobre 1886. »

Art. 34. Pour la Région wallonne, à l'article 3 de la loi du 20 avril 1982 portant approbation du Protocole signé à Luxembourg le 20 juin 1977 modifiant la Convention Benelux en matière de chasse et de protection des oiseaux, signée à Bruxelles le 10 juin 1970, il y a lieu de comprendre « ... aux articles 8, alinéa 4, 11, 16 ... » en lieu et place de « ... aux articles 8, alinéa 1^{er}, 11, 16 ... ».

Art. 35. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} juillet 1995 et le 1^{er} juillet 2000 pour l'article 10 en ce qui concerne les territoires clôturés existants et pour l'alinéa 2 du § 1^{er} de l'article 19 en ce qui concerne les équipages agréés avant le 1^{er} janvier 1994.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 14 juillet 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre du Développement technologique,
de la Recherche scientifique, de l'Emploi et de la Formation professionnelle,
A. LIENARD

Le Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget,
B. ANSELME

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Patrimoine et des Transports,
A. BAUDSON

Le Ministre des Travaux publics,
J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 94 — 2462

14. JULI 1994. — Dekret zur Abänderung des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1. Im Gesetz vom 28. Februar 1882 über die Jagd wird Artikel 1 durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Artikel 1. § 1. In der Wallonischen Region versteht man unter:

1° Jagdhandlung: die Handlung, die darin besteht, Wild zu fangen oder zu töten sowie diejenige, die darin besteht, es zu diesem Zweck zu suchen oder zu verfolgen;

2° Jagdjahr: die Periode, die eine Dauer von zwölf Monaten hat und deren Anfangs- und Enddatum von der Regierung festgelegt werden;

3° Rat: den in § 2 dieses Artikels erwähnten « Conseil supérieur wallon de la chasse » (Wallonischen Obersten Rat für das Jagdwesen);

4° weidmännischer Rat: jede juristische Person, die von der Regierung zugelassen ist, und die für das Klein-, Groß- und Wasserwild die Koordinierung der Jagdverwaltung auf einem Gebiet gewährleistet, dessen Fläche im Hinblick auf die biologischen Besonderheiten des betroffenen Wildes genügend groß ist und deren Mitglieder insbesondere Personen sind, die auf diesem Gebiet jagdberechtigt sind. Die Regierung legt im allgemeinen die Bedingungen und das Verfahren für die Zulassung der weidmännischen Räte fest;

5° Loslassen: Handlung, die darin besteht, in einem Jagdgebiet Wildtiere loszulassen;

6° Inhaber: jede Person, die auf Gütern, die sie besitzt oder bewirtschaftet, ein aktuelles Interesse zu verteidigen hat;

7° Kieferfalle: Vorrichtung zum Fesseln oder Fangen eines Tieres mit Hilfe von Kiefern, die sich eng um ein bzw. mehrere Glieder des Tieres schließen. Das bzw. die betroffenen Glieder werden somit gehindert, aus der Falle zu entkommen;

8° Abschlußplan: den Beschluß zur Festlegung der Anzahl Tiere, die nach Art, Typ, Alter und Geschlecht gegliedert sind, und die in einem bestimmten Gebiet während eines bzw. mehrerer Jagdjahre erlegt werden müssen oder dürfen;

9° Aussichtsturm: jede erhöhte Plattform bzw. jeden erhöhten Sitz, der irgendwie das Schießen auf Wild ab einer über dem normalen Niveau des Bodens gelegenen Stelle ermöglicht, einschließlich eingerichteter oder auch nicht eingerichteter Bäume, die für das Schießen auf Wild benutzt sind, und irgendwelche Konstruktion oder Einrichtung, die direkt am Boden angebracht und für das Schießen auf Wild benutzt ist, mit Ausnahme der Treibjagdstellen im Laufe einer Treibjagd;

10° eingezäuntes Gebiet: jedes Jagdgebiet oder jeden Teil eines Jagdgebiets, das bzw. der durch ein bzw. mehrere Hindernisse zum Verhindern der freien Bewegung jeder Großwildart dauernd oder vorläufig begrenzt wird.

§ 2. Beim Ministerium der Wallonischen Region wird ein « Conseil supérieur wallon de la Chasse » errichtet, dessen Aufgabe ist, dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Jagdwesen gehört, ein Gutachten über die das Jagdwesen direkt oder indirekt betreffenden Fragen abzugeben.

Die Zusammensetzung, die Arbeitsweise und die Beratungsmodalitäten werden von der Regierung festgelegt.

Der Rat besteht aus höchstens vierundzwanzig von der Regierung bezeichneten und wie folgt aufgeteilten Mitgliedern:

— sechzehn Mitgliedern, die die verschiedenen Jagdgebiete, die verschiedenen Jagdarten sowie die für die Jagdwelt repräsentativsten Vereinigungen oder Verbände vertreten. Diese sechzehn Mitglieder müssen unbedingt Inhaber eines in der Wallonischen Region ausgestellten Jagdscheines sein;

— zwei Mitgliedern, die den « Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature » (Wallonischen Obersten Rat für die Erhaltung der Natur) vertreten;

— zwei Mitgliedern, die den « Conseil supérieur wallon des forêts et de la filière bois » (Wallonischen Hohen Rat des Forstwesens und des Holzgewerbes) vertreten;

— zwei Mitgliedern, die den « Conseil supérieur wallon de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de l'alimentation » (Wallonischen Obersten Rat für die Landwirtschaft, die Land- und Ernährungswirtschaft und die Ernährungswirtschaft) vertreten;

— zwei Mitgliedern, die die wissenschaftlichen Kreise, die in direkter Beziehung mit dem Jagdwesen und dem Wild stehen, vertreten.

Der Vorsitzende und der stellvertretende Vorsitzende des Rates werden vom Minister innerhalb der sechzehn Mitglieder, die die Jagdwelt vertreten, bezeichnet.

Das Sekretariat wird von der Verwaltung, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Jagdwesen gehört, gewährleistet.

Art. 2. Für die Wallonische Region wird Artikel 1bis des Gesetzes über die Jagd wie folgt abgeändert:

« in b — Kleinwild: « das Birkhuhn, britische Population (*Tetrao Tetrix britannicus*) » streichen.

Art. 3. Für die Wallonische Region wird in demselben Gesetz ein Artikel 1ter mit folgendem Wortlaut eingefügt:

« Artikel 1ter. In der Wallonischen Region legt die Regierung nach Gutachten des Rates und dann nach Absprache mit den anderen regionalen Regierungen und den Regierungen der Benelux-Staaten für eine Periode von fünf Jahren für die Gesamtheit oder einen Teil ihres Gebiets die Beginn-, Ende- oder Aussetzungsdaten der Jagd für jede Kategorie, Art, jeden Typ oder jedes Geschlecht des Wildes und für jede Jagdart und -methode fest.

Wenn die sanitäre, biologische oder meteorologische Lage es begründet, kann die Regierung, nach Gutachten des Rates, für ein Jagdjahr die aufgrund des ersten Absatzes festgelegten Bestimmungen abändern.

(1) Sitzungsperiode 1993-1994.

Dokumente des Rates 246 (1993-1994), Nr. 1 bis 25.

Ausführlicher Bericht. — Öffentliche Sitzung vom 30. Juni 1994.

Diskussion — Abstimmung.

In einem bestimmten Gebiet kann die Regierung, unter den von ihr festgelegten Bedingungen und zugunsten der Jagdberechtigten, die Mitglieder eines von ihr zugelassenen weidmännischen Rates sind, von den aufgrund der ersten und zweiten Absätze festgelegten Bedingungen abweichen.

Die Erlässe bezüglich des Jagdbeginns und des Jagdendes werden dreißig Tage vor dem Datum der festgelegten Zeiträume veröffentlicht. »

Art. 4. Für die Wallonische Region wird in demselben Gesetz ein Artikel *1quater* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

« Artikel *1quater*. In der Wallonischen Region kann die Regierung nach Gutachten des Rates die Jagd mit Kugelwaffen auf Wildarten, die sie bezeichnet, dem Besitz eines von ihr genehmigten Abschlußplanes unterwerfen. Nach Gutachten des Rates bestimmt sie das Verfahren und die Bedingungen zur Genehmigung des Abschlußplanes sowie die Maßnahmen zur Überprüfung der Beachtung der Anwendung dieses Planes.

Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Paragraphen werden mit einer Geldbuße von 100 bis 1 000 BEF bestraft. »

Art. 5. Für die Wallonische Region wird in demselben Gesetz ein Artikel *1quinquies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

« Artikel *1quinquies*. In der Wallonischen Region kann die Regierung Vereinigungen für die Suche von verwundetem Großwild zulassen.

Die Zulassungsbedingungen und -verfahren werden von der Regierung nach Gutachten des Rates festgelegt.

Die Delegierten dieser zugelassenen Vereinigungen können Abweichungen von den Artikeln 2 und 6, Absatz 1, von der Regierung erhalten, wenn es notwendig ist, ein verwundetes Großwild vollends zu töten.

Die Regierung bestimmt nach Gutachten des Rates die Bedingungen, unter denen die Eigenschaft eines Delegierten einer zugelassenen Vereinigung an eine Person gewährt werden kann. »

Art. 6. Für die Wallonische Region wird in demselben Gesetz ein Artikel *1sexties* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

« Artikel *1sexties*. In der Wallonischen Region kann die Regierung nach Gutachten des Rates eine finanzielle Beihilfe zugunsten Aktionen zur Förderung der Beobachtung, des Fortbestands oder der Entwicklung des in Artikel *1bis* erwähnten wildlebenden Wildes sowie zugunsten jeder Aktion zur Sensibilisierung in dieser Absicht gewähren.

Diese Beihilfe kann jeder natürlichen oder juristischen Person gewährt werden. »

Art. 7. Für die Wallonische Region wird Artikel 2 desselben Gesetzes durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Artikel 2. In der Wallonischen Region ist die Jagd bei Geldstrafe von 200 bis 1 000 BEF ab dem offiziellen Sonnenuntergang bis zum offiziellen Sonnenaufgang verboten.

In den in Anwendung von Artikel *1ter* beschlossenen Bestimmungen kann die Regierung nach Gutachten des Rates zu den Zeitpunkten und unter den Bedingungen, die sie bestimmt, die Jagd auf dem Anstand während einer Stunde nach dem offiziellen Sonnenuntergang und während einer Stunde vor dem offiziellen Sonnenaufgang erlauben. »

Art. 8. Für die Wallonische Region wird in Artikel *2bis*:

1^{bis} ein neuer § 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

« § 3. In den Gebieten, die sich über zwei oder mehrere Regionen oder Länder strecken, wird die Jagd unter den Bedingungen des vorliegenden Dekrets auf dem in der Wallonischen Region gelegenen Gebietsteil erlaubt, soweit die gesamte Fläche des zusammenhängenden Gebiets der in einem dieser Länder oder einer dieser Region verlangten Mindestfläche entspricht und soweit eine Gegenseitigkeit zwischen der Wallonischen Region und diesen angrenzenden Ländern oder Regionen besteht. »;

2^o der aktuelle § 3 ein neuer § 4.

Art. 9. Für die Wallonische Region wird in Artikel *2bis* desselben Gesetzes, welcher durch Artikel 3 des königlichen Erlasses vom 10. Juli 1972 eingefügt wurde, der § 4 gewordene § 3 des Gesetzes durch folgende Bestimmung ersetzt:

« § 4. In der Wallonischen Region werden Verstöße gegen den vorliegenden Artikel mit einer Geldbuße von 100 bis 1 000 BEF bestraft. »

Art. 10. Für die Wallonische Region wird in demselben Gesetz ein Artikel *2ter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

« Artikel *2ter*. In der Wallonischen Region ist die Jagd auf irgendwelches Großwild in einem eingezäunten Gebiet bei Geldstrafe von 200 bis 1 000 BEF verboten.

Die vorliegende Bestimmung findet keine Anwendung auf die Gebiete oder Gebietsteile, die durch für die Sicherheit der Personen sowie für den Schutz der Kulturen und das Halten des Viehs angebrachte Zäune mit Ausnahme jedes anderen Zaunes abgegrenzt sind. Die Regierung bestimmt die Höhe dieser Zäune. »

Art. 11. Für die Wallonische Region wird Artikel 3, Absatz 1, desselben Gesetzes durch folgende Bestimmung ersetzt:

« In der Wallonischen Region ist es bei Geldbuße von 100 bis 1 000 BEF auf den Schienenwegen der Eisenbahn und ihren dazugehörigen Ländereien verboten zu jagen. Die Jagd kann jedoch vom Eigentümer erlaubt werden, wenn die Bahnlinie nicht mehr in Tätigkeit ist. »

Art. 12. Für die Wallonische Region wird Artikel 4 desselben Gesetzes durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Artikel 4. In der Wallonischen Region ist es bei Geldbuße von 100 bis 1 000 BEF verboten, irgendwann und irgendwie auf einem fremdem Grundstück ohne die Zustimmung des Eigentümers oder dessen Anspruchsberechtigten verboten zu jagen.

Die Geldbuße beträgt 300 bis 1 000 BEF, wenn das Grundstück mit Mauern oder Hecken abgegrenzt ist. »

Art. 13. Für die Wallonische Region wird der Absatz 1 von Artikel 5 desselben Gesetzes durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Artikel 5. In der Wallonischen Region werden diejenigen, die ihre Hunde auf Grundstücken, wo das Jagdrecht einem Fremden vorbehalten ist, jagen oder sich herumwandern lassen, mit einer Geldbuße von 50 bis 100 BEF bestraft. »

Art. 14. Für die Wallonische Region wird ein Artikel 5*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

« Artikel 5*bis*. § 1. In der Wallonischen Region ist die Suche nach einem verwundeten Wild aus ethischen Gründen obligatorisch.

Diese Suche soll vom Jagdberechtigten oder unter seiner Verantwortung von den durch ihn bezeichneten Personen erfolgen.

Der Jagdberechtigte kann die Delegierten der in Artikel 1*quinquies* erwähnten zugelassenen Vereinigungen für die Suche nach Großwild bezeichnen.

Die Bezeichnung kann mündlich oder schriftlich sein.

Jede bewaffnete Person, die nach einem verwundeten Wild sucht, muß einen Jagdschein bei sich haben.

§ 2. In der Wallonischen Region ist die Suche nach einem verwundeten Wild auf einem fremden Grundstück ohne die in Artikel 4, Absatz 1, erwähnte Zustimmung und in Abweichung von Artikel 5 erlaubt.

Diese Suche darf jedoch nicht:

— in den einen Wohnsitz im Sinne von Artikel 15 der Gesetzgebung bildenden Orten;

— ohne vorherige mündliche oder schriftliche Zustimmung des betroffenen Jagdberechtigten oder dessen vereidigten Jagdaufsehers, erfolgen.

§ 3. Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Artikels werden mit einer Geldbuße von 100 bis 200 BEF bestraft. »

Art. 15. Für die Wallonische Region wird Artikel 6 desselben Gesetzes durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Artikel 6. In der Wallonischen Region ist es verboten, außerhalb der von der Regierung festgelegten Zeiträume auf irgendwelche Weise zu jagen.

Es ist ebenfalls verboten, Eier oder bebrütete Eier der zu den Wilden gehörenden und wildlebenden Vögel wegzunehmen, zu zerstören, zum Verkauf anzubieten, zu verkaufen, zu kaufen, zu transportieren oder damit zu hausieren.

Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets werden mit einer Geldbuße von 200 bis 1 000 BEF bestraft. »

Art. 16. Für die Wallonische Region wird Artikel 7 desselben Gesetzes durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Artikel 7. Unter der Bedingung, daß keine zufriedenstellende Lösung besteht und daß es dem Überleben der betreffenden Population nicht schadet, kann die Regierung nach Gutachten des Rates den Fang, die Verdrängung oder die Vernichtung der Wildarten:

a. im Interesse des Schutzes der Pflanzen- und Tierwelt;

b. zur Vorbeugung erheblicher Schäden an Kulturen, Viehbeständen, Wäldern, Fischereigeieten und Gewässern;

c. Im Interesse der Volksgesundheit und der öffentlichen Sicherheit sowie der Sicherheit der Luftfahrt;

d. zu Forschungs- und Unterrichtszwecken, zur Aufstockung der Bestände, zur Wiedereinführung und zur Aufzucht im Zusammenhang mit diesen Maßnahmen, erlauben.

Die Regierung legt die Zeit- und Ortsumstände, die Mittel, Einrichtungen oder Methoden, die eingesetzt werden können, fest und bestimmt die Personen, die zum Fangen, Verdrängen und Vernichten befugt sind, sowie die Bedingungen, die sie erfüllen müssen.

Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Artikels werden mit einer Geldbuße von 100 bis 400 BEF bestraft. »

Art. 17. Für die Wallonische Region wird Artikel 8 desselben Gesetzes durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Artikel 8. In der Wallonischen Region ist es unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 7 jederzeit verboten, Netze, Dohnen, Kieferfallen, Schlingen, vergiftete oder auch nicht vergiftete Köder und jede andere Vorrichtung, die geeignet ist, um Wild zu fangen, zu vernichten oder entweder dessen Fang oder Vernichtung zu erleichtern, zu transportieren und zu benutzen.

Die Haltung, der Verkauf und das Anbieten zum Verkauf der Kieferfallen sind verboten.

Jagdhandlungen ab einem Motorfahrzeug sind verboten.

Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Artikels werden mit einer Geldbuße von 100 bis 1 000 BEF bestraft. »

Art. 18. Artikel 9 desselben Gesetzes, der durch das Dekret des Wallonischen Regionalrates vom 19. Juli 1985 zur Abänderung, für die Wallonische Region, des Jagdgesetzes vom 28. Februar 1882 aufgehoben ist, wird, für die Wallonische Region, mit folgendem Wortlaut wieder eingeführt:

« Artikel 9. In der Wallonischen Region findet Artikel 8 keine Anwendung auf:

1° die zum Fangen von Kaninchen geeigneten Kaninchengarne;

2° die Vorrichtungen, für die der Eigentümer oder dessen Anspruchsberechtigte die Erlaubnis der Regierung bekommen hat, um in seinen Wäldern die für die Zucht bestimmten Fasane wiederzufangen;

3° die Fangvorrichtungen, die zu Zwecken der wissenschaftlichen Forschung oder der Prophylaxe im Rahmen und unter den Bedingungen, die von der Regierung bestimmt sind, benutzt werden;

4° die selektiven Fallen nach den von der Regierung nach Gutachten des Rates bestimmten Modalitäten;

5° die von der Regierung aufgrund Artikel 7 erlaubten Mittel. »

Art. 19. Für die Wallonische Region wird Artikel 9*bis* desselben Gesetzes durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Artikel 9*bis*. In der Wallonischen Region:

§ 1. regelt die Regierung, nach Gutachten des Rates, den Gebrauch der Geschosse, Vorrichtungen, Anlagen, Methoden, Formen oder Techniken der Jagd zwecks der Jagdausübung.

Die Hetzjagd ist in der Wallonischen Region verboten;

§ 2. ist es verboten, Aussichtstürme mit einer Waffe zu besetzen, wenn sie weniger als zweihundert Meter von entweder der Grenze eines Grundstücks, wo jemand anders die Jagd mit Kugelwaffen betreibt, oder eines Naturschutzgebiets im Sinne des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, außer wenn die Jagd dort erlaubt ist, oder auch von der Stelle der künstlichen Fütterung des Wildes entfernt sind.

Das vorliegende Verbot gilt nicht für die zur Ausrottung der Ringeltaube unter den von der Regierung festgelegten Bedingungen benutzten Aussichtstürme.

§ 3. Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Artikels werden mit einer Geldbuße von 100 bis 1 000 BEF bestraft. »

Art. 20. Für die Wallonische Region wird Artikel 10 desselben Gesetzes durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Artikel 10. In der Wallonischen Region ist es verboten, außer ab dem Öffnungstag bis einschließlich zum zehnten Tage nach der Schließung der Jagd auf die betroffene Art, ein verendetes Wild zu transportieren oder auf den Markt zu bringen.

Das Verbot des ersten Absatzes gilt nicht für die Wildpasteten, unter der Bedingung, daß das benutzte Wild ganz denaturiert wird.

Im Falle der Jagderöffnung in einem begrenzten Gebiet kann die Regierung den Transport und das Bringen auf den Markt des verendeten Wildes während der in Frage kommenden Periode regeln.

Die Wildhändler, Lieferanten von Fertigenis und Gastwirten dürfen jedes Wild außerhalb der in den Absätzen 1 und 3 erwähnten Perioden transportieren, transportieren lassen, lagern, konditionieren, aufbereiten und auf den Markt bringen, soweit sie die Herkunft des Wildes und dessen ordnungsmäßige Haltung insbesondere im Verhältnis zu den in dem Herkunftsstaat bzw. der Herkunftsregion anwendbaren Regelungen beweisen können und die von der Regierung nach Gutachten des Rates festgelegten Bedingungen erfüllen.

Die Regierung kann beschließen, daß der Transport oder das Bringen auf den Markt eines verendeten Wildes während der Periode von der Jagderöffnung bis einschließlich dem zehnten Tage nach der Jagdschließung ebenfalls verboten oder geregelt wird.

Was das Großwild betrifft, kann die Regierung ein Wallonisches Ursprungs- und Qualitätszeichen, das für die Zucht- und Jagderzeugnisse gilt, schaffen.

Sie bestimmt die Modalitäten für die Gewährung dieses Zeichens.

Verstöße gegen die Bestimmungen dieses Artikels werden mit einer Geldbuße von 100 bis 1 000 BEF und mit einer Gefängnisstrafe von einem Monat bis zwei Jahre oder nur mit einer dieser Strafen bestraft. »

Art. 21. Für die Wallonische Region werden in Artikel 11 desselben Gesetzes folgende Abänderungen vorgenommen:

1° im ersten Absatz werden die Wörter « ne » und « que » gestrichen;

2° in demselben Absatz werden die Wörter « chez les marchands de comestibles, traiteurs et aubergistes, dans les lieux publics ou les voitures publiques » durch die Wörter « à tout moment et en tous lieux et véhicules constitutifs d'un domicile au sens de l'article 15 de la Constitution » ersetzt;

3° der Absatz 2 wird aufgehoben.

Art. 22. Für die Wallonische Region wird Artikel 12 desselben Gesetzes durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Artikel 12. Der Transport und das Loslassen des lebenden Kleinwildes und des lebenden Wasserwildes werden nur ab dem Tag nach dem Jagdschließungstage bis zum dreißigsten Tag vor der Eröffnung der Jagd auf diese Art erlaubt.

Für junge Rebhühner werden jedoch der Transport und das Loslassen bis zum fünfzehnten Tag vor der Eröffnung der Jagd auf diese Art erlaubt.

Wenn es sich außerdem um den Transport zwecks des Verkaufs von Wildvögeln handelt, die der Natur entnommen sind und der Anlage III, Teil 2, der Richtlinie 79/409/EWG über die Erhaltung der wildlebenden Vögel angehören, wird dieser Transport erst nach Anhörung der Kommission gemäß den Bestimmungen von Artikel 6, Pünkte 3 und 4, dieser Richtlinie erlaubt.

Die Regierung bestimmt nach Gutachten des Rates die Bedingungen, denen das Loslassen des Klein- und Wasserwildes unterworfen werden.

Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Artikels werden mit einer Geldbuße von 100 bis 5 000 BEF und einer Gefängnisstrafe von einem bis zwei Monate oder nur mit einer dieser Strafen bestraft. »

Art. 23. Für die Wallonische Region wird ein Artikel 12bis mit folgendem Wortlaut in dasselbe Gesetz eingefügt:

« Artikel 12bis § 1. Für das Großwild und das andere Wild ist das Folgende jederzeit verboten:

1° der Ankauf, der Transport, die Ausstellung zum Verkauf, der Verkauf und das Loslassen von lebenden Tieren;

2° die Bewirtschaftung von Parken zur Zucht, zur Reservehaltung und zur Wiederbesetzung von Tieren, die für das Loslassen, die Jagd oder das Schießen bestimmt sind.

§ 2. Die Regierung kann nach Gutachten des Rates Abweichungen gewähren, die zeitlich oder nicht zeitlich begrenzt werden, zugunsten:

— der Wissenschaft, der Beobachtung oder der Erhaltung des wildlebenden Wildes;

— der Wildzucht zwecks der Fleischerzeugung und des Tourismus, soweit diese Zucht den wildlebenden Bevölkerungen nicht schadet.

§ 3. Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Artikels werden mit einer Geldbuße von 100 bis 5 000 BEF und einer Gefängnisstrafe von einem bis zwei Monate oder nur mit einer dieser Strafen bestraft. »

Art. 24. Für die Wallonische Region wird ein Artikel 12ter mit folgendem Wortlaut in dasselbe Gesetz eingefügt:

« Artikel 12ter § 1. Mit Ausnahme des Wildschweines wird die Fütterung des Großwildes verboten.

§ 2. Nach Gutachten des Rates darf die Fütterung jedoch als Ersatz zwischen dem 1. November und dem 30. April in einer Gesamtheit von biologisch gleichartigen Gebieten unter den von der Regierung festgelegten Bedingungen erlaubt oder obligatorisch werden.

§ 3. Die Regierung kann nach Gutachten des Rates zeitlich streng begrenzte Abweichungen von den Bestimmungen der § 1 und 4 im Interesse der Wissenschaft, der Erhaltung der Natur oder zu Gesundheitszwecken gewähren.

§ 4. Nach Gutachten des Rates und unter den von der Regierung festgelegten Bedingungen darf die Fütterung des Wildschweines nur erfolgen, um die Wildschweine von Kulturen abzubringen, so daß ernste Schäden an diesen Kulturen vermieden werden können.

§ 5. Verstöße gegen die Bestimmungen dieses Artikels werden mit einer Geldbuße von 100 bis 1 000 BEF bestraft. »

Art. 25. Für die Wallonische Region wird ein Artikel 12quater mit folgendem Wortlaut in dasselbe Gesetz eingefügt:

« Artikel 12quater. In der Wallonischen Region sind das Loslassen und die Einführung in die Natur von einem Tier, das aus einer Kreuzung zwischen zwei Arten stammt, von denen eine ein Wild ist, bei einer Geldbuße von 100 bis 5 000 BEF und einer Gefängnisstrafe von einem Monat bis zwei Jahre oder nur bei einer dieser Strafen verboten. »

Art. 26. Für die Wallonische Region werden in Artikel 13 desselben Gesetzes folgende Abänderungen angebracht:

1° in Absatz 1 werden nach den Wörtern « dans les domaines de l'Etat » die Wörter « et de la Région wallonne » eingefügt;

2° nach Absatz 2 wird folgender Absatz eingefügt: « Auf den Gebieten der Wallonischen Region ist der Ersteigerer verpflichtet, im Besitz eines von der Wallonischen Region ausgestellten Jagdscheines zu sein. Für diese Gebiete hat der bisherige Ersteigerer, der bei einem neuen Versteigerungsverfahren das höchste Gebot nicht macht, das Recht, als Ersteigerer zu einem dem Betrag dieses Gebots gleichenden Preis bezeichnet zu werden, außer wenn er die Bestimmungen des bzw. der vorigen Verträge nicht beachtet hat oder wenn er wegen Verstoß gegen das vorliegende Gesetz zu einer endgültigen Strafe verurteilt worden ist. »

Art. 27. Für die Wallonische Region wird Artikel 14 durch folgende Bestimmungen ersetzt:

« Artikel 14. § 1. Für jede Jagdart wird jeder, der beim Jagen ohne gültigen Jagdschein oder die in § 3 erwähnte Jagdlizenz bei sich aufgefunden wird, mit einer Geldbuße von 200 BEF bestraft. Wenn der Jäger den Beweis liefern kann, daß er für einen Jagdschein oder eine Jagdlizenz besitzt aber das Dokument nicht bei sich hat, wird die Geldbuße auf 25 BEF beschränkt.

Bei der Ausübung ihrer Aufgabe sind die Jagdaufseher sowie die Treiber und andere Hilfspersonen nicht verpflichtet, Inhaber eines Jagdscheines bzw. einer Jagdlizenz zu sein.

Außer der im vorliegenden Artikel vorgesehenen Geldbuße wird jeder, der am Jagen ist und für den Besitz des verlangten Scheines den Beweis nicht liefert, von Amts wegen dazu verurteilt, den Betrag der für diesen Schein geschuldeten, aber rechtswidrig nicht bezahlten Steuer zu zahlen.

Der Jagdschein und die Jagdlizenz müssen auf jedes Ersuchen eines der in Artikel 24 erwähnten Bediensteten vorgezeigt werden.

Es handelt sich um personalisierte Unterlagen.

§ 2. Der Jagdschein wird von den von der Regierung bezeichneten Beamten gegen die Zahlung einer jährlichen Abgabe von 9 000 BEF zugunsten der Wallonischen Region ausgestellt. Er ist gültig für jeden Tag der Woche.

Die Regierung bestimmt die Form und die anderen Bedingungen für die Ausstellung des Scheines.

Die Regierung kann die Gewährung des Jagdscheines von einer Prüfung abhängig machen.

§ 3. Der Inhaber eines in der Wallonischen Region ausgestellten Jagdscheines kann eine Jagdlizenz für seinen Gast, der nicht in dieser Region wohnhaft ist, erhalten.

Diese Lizenz ist gültig für fünf aufeinanderfolgende Tage und wird gegen die Zahlung einer Abgabe von 1 500 BEF zugunsten der Wallonischen Region ausgestellt.

Diese Lizenz gibt den Namen vom Inhaber des Scheines und den Namen vom Inhaber der Lizenz, sowie die Daten und Orte, wo diese benutzt wird, an.

Die Regierung bestimmt die Form und die anderen Bedingungen für die Ausstellung der Lizenz und bezeichnet die für ihre Ausstellung zuständigen Beamten.

§ 4. Je nach den Indexschwankungen kann die Regierung eine dreijährliche Anpassung der Beträge der in §§ 2 und 3 erwähnten Abgaben vornehmen.

Die aufgrund der Bestimmungen der §§ 2 und 3 erhobenen Beträge können nicht Gegenstand einer Rückzahlung sein.

Wenn der Schein bzw. die Lizenz nicht ausgestellt worden ist, kann jedoch ein Antrag auf Rückzahlung des entsprechenden Betrags beim Ministerium, das für das Jagdwesen zuständig ist, eingereicht werden.

Die in §§ 2 und 3 erwähnten Beträge werden vor der Ausstellung des Jagdscheines bzw. der Jagdlizenz durch Einzahlung oder Überweisung auf das Konto der Einnahmen des Ministeriums der Wallonischen Region bezahlt.

§ 5. Verstöße gegen die Bestimmungen dieses Artikels werden von den in Artikel 24 erwähnten Beamten, Aufsehern und Bediensteten sowie von den zu diesem Zweck von der Regierung bezeichneten Beamten oder Bediensteten ermittelt und festgestellt. Außer den in § 1 erwähnten Verstößen werden die anderen Verstöße gegen diesen Artikel mit einer Geldbuße von 100 bis 200 BEF bestraft. »

Art. 28. Für die Wallonische Region wird Artikel 15 durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Artikel 15. Die in vorstehenden Artikeln 3, 4, 6, 8, 9bis und 14 vorgesehenen Verstöße werden mit einer doppelten Geldbuße und einer Gefängnisstrafe von einem Monat bis zwei Jahre bestraft, wenn sie mit Hilfe einer verbotenen Waffe verübt worden sind, wenn die Straffälligen verkleidet oder maskiert waren oder wenn die Taten von Banden oder während der Nacht verübt worden sind. »

Art. 29. Für die Wallonische Region wird dem Artikel 22 des Gesetzes ein 4° mit folgendem Wortlaut beigefügt:

« 4° wenn der Jäger in sichtbarer Betrunktheit ist ».

Art. 30. Für die Wallonische Region wird Artikel 28 durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Artikel 28. In der Wallonischen Region wird die Strafverfolgung für einen im vorliegenden Gesetz vorgesehenen Verstoß in einem Zeitraum von drei Jahren ab dem Tage, an dem der Verstoß verübt ist, verjährt. »

Art. 31. Für die Wallonische Region wird Artikel 30bis durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Artikel 30bis. In der Wallonischen Region kann die Regierung im Interesse der Wissenschaft, der Erhaltung der Natur und zur Vorbeugung ernster Schäden von den Bestimmungen der Artikel 2bis, 9bis, 10 Absatz 1, 12 Absatz 1, 12bis § 1 des vorliegenden Gesetzes abweichen. »

Art. 32. Für die Wallonische Region wird ein Artikel 30ter mit folgendem Wortlaut eingefügt:

« Artikel 30ter. § 1. Jeder in Anwendung des vorliegenden Gesetzes gefaßte Beschluß darf keine Abweichung von einer Regelung des internationalen Rechts betreffen oder verursachen, es sei denn unter Einhaltung der von dieser Regelung vorgeschriebenen Bedingungen.

§ 2. Was die Beschlüsse betrifft, die aufgrund des vorliegenden Gesetzes gefaßt sind und im *Belgischen Staatsblatt* nicht vollständig veröffentlicht werden, kann die Regierung nach Gutachten des Rates die Maßnahmen treffen, die notwendig sind, entweder um die Veröffentlichung auf einem anderen Wege als dem *Belgischen Staatsblatt* zu gewährleisten oder das Publikum zu informieren, wie es davon Kenntnis nehmen kann. »

Art. 33. Für die Wallonische Region wird Artikel 32 desselben Gesetzes durch einen Absatz 2 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

« In der Wallonischen Region wird folgendes aufgehoben:

1° die Artikel 6bis, 6ter und 7ter;

2° der Artikel 31, außer was den Import, den Export und den Transit von nichteinheimischen Vögeln und ihren Kadavern betrifft;

3° die Überschrift « Bestimmungen, die der Wallonischen Region eigen sind », die zwischen Artikeln 32 und 33 des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd eingefügt worden sind;

4° die Artikel 33 bis 37;

5° das Dekret vom 28. Juni 1990 über den Jagdschein und die Jagdlizenz. Die verordnenden Maßnahmen über die Ausstellung des Jagdscheines und der Jagdlizenz sowie die über sie bestehenden Formulare bleiben jedoch gültig, soweit sie dem vorliegenden Dekret nicht entgegenstehen und solange die Regierung keine neuen Regeln verordnet hat;

6° der Königliche Erlaß vom 17. August 1964 zur Regelung der Benutzung der Aussichtstürme zwecks der Jagdausübung;

7° der Artikel 13 des Feldgesetzbuches vom 7. Oktober 1886. »

Art. 34. Für die Wallonische Region sind in Artikel 3 des Gesetzes vom 20. April 1982 zur Genehmigung des am 20. Juni 1977 zu Luxemburg unterzeichneten Protokolls zur Abänderung des am 10. Juni 1970 zu Brüssel unterzeichneten Benelux-Übereinkommens in Sachen Jagdwesen und zum Schutz der Vögel folgende Wörter « ...aux articles 8, alinéa 4, 11, 16... » anstelle « ...aux articles 8, alinéa 1er, 11, 16... » zu verstehen.

Art. 35. Vorliegendes Dekret tritt am 1. Juli 1995 und am 1. Juli 2000 für Artikel 10, was die bestehenden eingezäunten Gebiete betrifft und für Absatz 2 des § 1 von Artikel 19, was die vor dem 1. Januar 1994 zugelassenen Jagdgesellschaften betrifft, in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.
Namur, den 14. Juli 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,
R. COLLIGNON

Der Minister der Technologischen Entwicklung,
der Wissenschaftlichen Forschung, der Beschäftigung und der Berufsbildung,
A. LIENARD

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, des Öffentlichen Dienstes und des Haushalts,
B. ANSELME

Der Minister der Raumordnung, des Erbes und des Transportwesens,
A. BAUDSON

Der Minister der Öffentlichen Arbeiten,
J.-P. GRAFE

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 94 — 2462

[C — 27501]

14 JULI 1994. — Decreet tot wijziging van de jachtwet van 28 februari 1882 (1)

De Waalse Gewestraad heeft goedgekeurd en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In de jachtwet van 28 februari 1882 wordt het artikel 1 vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1. § 1. In het Waalse Gewest wordt verstaan onder :

1° jachtbedrijf : de handeling die erin bestaat wild te vangen of te doden, alsook zijn opzoeking of achtervolging met hetzelfde doeleinde;

2° jachtjaar : periode van twaalf maanden waarvan de openings- en sluitingsdata door de Regering vastgelegd worden;

3° Raad : de in § 2 van dit artikel bedoelde « Conseil supérieur wallon de la Chasse » (Waalse Hoge Jachtraad);

4° jachtraad : iedere door de Regering erkende rechtspersoon die voor het klein wild, het grof wild en het waterwild het jachtbeheer coördineert op een gebied waarvan de oppervlakte voldoende is ten opzichte van de biologische eigenschappen van het betrokkene wild en waarvan onder meer de houders van een jachtrecht op dit gebied lid zijn. De Regering bepaalt de algemene voorwaarden en de procedure voor de erkenning van de jachtraden.

5° loslaten : handeling die erin bestaat dieren als wild op een jachtgebied los te laten;

6° gebruiker : iedere persoon die een werkelijk belang heeft te verdedigen op de goederen zelf die hij gebruikt of uitbaat;

(1) Zitting 1993-1994.

Stukken van de Raad 246 (1993-1994), nrs. 1 tot 25.

Volledig verslag. — Openbare zitting van 30 juni 1994.

Bespreking. — Stemming.

7° wildklem : instrument dat dient om een dier vast te houden of te vangen door middel van haken die om één of meer poten van het dier dichtklappen, waardoor het dier deze poot of poten niet uit de klem kan bevrijden;

8° afschotplan : beslissing tot vaststelling van het aantal dieren, verdeeld volgens hun soort, type, ouderdom en geslacht, die moeten of kunnen geschoten worden op een bepaald gebied tijdens één of meer jachtjaren;

9° jachtkansel : ieder platform of gelijk welke verheven zitplaats, die het mogelijk maakt het wild te schieten vanaf een punt gelegen boven het normaal niveau van de grond. Worden ermee gelijkgesteld de al dan niet ingerichte bomen, die gebruikt worden voor het schieten van het wild, alsmede iedere op de grond aangelegde constructie of inrichting gebruikt voor het schieten van het wild, uitgezonderd de drijfplaatsen tijdens een drijfjacht;

10° afgesloten gebied : ieder jachtgebied of deel van jachtgebied dat voortdurend of tijdelijk afgesloten is door één of meer hindernissen die de vrije verplaatsing van ieder soort grof wild hindert.

§ 2. Bij het Ministerie van het Waalse Gewest wordt een « Conseil supérieur wallon de la Chasse » ingesteld, met de opdracht een advies betreffende alle vragen rechtstreeks of onrechtstreeks verbonden met de jacht aan de voor de jacht bevoegde Minister te geven.

De Regering bepaalt de samenstelling, de werking en de raadplegingsvoorwaarden.

De Raad bestaat uit maximum vierentwintig door de Regering aangestelde leden, verdeeld als volgt :

— zestien leden vertegenwoordigen de verschillende jachtzones, de verschillende jachtbedrijven, alsook de meest representatieve jachtverenigingen of -groeperingen; deze zestien leden moeten verplicht houder zijn van een in het Waalse gewest uitgereikte jachtverlof;

— twee leden vertegenwoordigen de « Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature » (Waalse Hoge Raad voor Natuurbehoud);

— twee leden vertegenwoordigen de « Conseil supérieur wallon des Forêts et de la Filière Bois » (Waalse Hoge Raad van de Bossen en de « houtfilière »);

— twee leden vertegenwoordigen de « Conseil supérieur wallon de l'Agriculture, de l'Agro-alimentaire et de l'Alimentation » (Waalse Hoge Raad voor Landbouw, Agrovoeding en Voeding);

— twee leden vertegenwoordigen de wetenschappelijke kringen met een rechtstreeks verband met jacht en wild.

De Minister duidt de voorzitter en de ondervoorzitter van de Raad aan onder de zestien leden die de jachtwereld vertegenwoordigen.

Het secretariaat is waargenomen door de Administratie bevoegd voor de jacht. »

Art. 2. Wat het Waalse Gewest betreft, wordt het artikel 1bis van de jachtwet gewijzigd als volgt :

« onder b) klein wild wordt « korhoenders (*Tetrao Tetrix britannicus*) » geschrapd. »

Art. 3. Wat het Waalse Gewest betreft, wordt er een als volgt opgesteld artikel 1ter in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 1ter. In het Waalse Gewest bepaalt de Regering, na advies van de Raad en na overleg met de andere gewestelijke Regeringen en met de Regeringen van de Benelux-staten, de data van opening, van sluiting en die van schorsing van de jacht voor een periode van vijf jaar, voor het geheel of een gedeelte van zijn grondgebied, voor elke categorie, soort, type, of geslacht van wild en voor elke jachtwijze.

Zo de sanitaire, biologische of meteorologische toestand het rechtvaardigt, kan de Regering, na advies van de Raad, het krachtens het eerste lid bepaalde wijzigen voor de duur van een jachtjaar.

Binnen een bepaalde perimeter kan de Regering, onder de door haar vastgelegde voorwaarden, afwijken van het krachtens het eerste en het tweede lid bepaalde, ten voordele van de houders van een jachtrecht die lid zijn van een door haar erkende jachtraad.

De besluiten betreffende de opening en de sluiting van de jacht worden ten minste dertig dagen vóór de aldus bepaalde data bekendgemaakt. »

Art. 4. Wat het Waalse Gewest betreft, wordt er een als volgt opgesteld artikel 1quater in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 1quater. In het Waalse Gewest kan de Regering, na advies van de Raad, de jacht met het geweer op door haar aangeduide wildsoorten afhankelijk maken van het houden van een door haar goedgekeurd afschotplan. Na advies van de Raad bepaalt zij de procedure en de goedkeuringsvoorwaarden van het afschotplan, alsook de toezichtsmaatregelen op de naleving van de toepassing van dat plan.

De inbreuken op de bepalingen van deze paragraaf worden gestraft met een geldboete van BEF 100 tot 1 000. »

Art. 5. Wat het Waalse Gewest betreft, wordt er een als volgt opgesteld artikel 1quinquies in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 1quinquies. In het Waalse Gewest kan de Regering verenigingen voor de opsporing van gekwetst grof wild erkennen.

Na advies van de Raad bepaalt de Regering de erkenningsvoorwaarden en -procedure.

De Regering kan afwijkingen van artikelen 2 en 6, 1e lid, aan de afgevaardigden van deze erkende verenigingen toekennen indien het nodig is een gekwetst grof wild uit zijn lijden te verlossen.

Na advies van de Raad bepaalt de Regering de voorwaarden onder dewelke een persoon de hoedanigheid kan bekomen van afgevaardigde van een erkende vereniging. »

Art. 6. Wat het Waalse Gewest betreft, wordt er een als volgt opgesteld artikel 1sexties in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 1sexties. In het Waalse Gewest kan de Regering, na advies van de Raad, een financiële tegemoetkoming toekennen aan acties ter bevordering van de studie, het behoud of de ontwikkeling van het in artikel 1bis bedoelde wild levend in de natuur, alsook aan elke actie tot bewustmaking hieromtrent.

Deze tegemoetkoming kan aan elke natuurlijke of rechtspersoon toegekend worden. »

Art. 7. Wat het Waalse Gewest betreft, wordt het artikel 2 van dezelfde wet vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 2. In het Waalse Gewest is het verboden, op straffe van een geldboete van BEF 200 tot 1 000, te jagen tussen de officiële zonsondergang en de officiële zonsopgang.

Wat betreft de bepalingen getroffen overeenkomstig artikel 1ter, kan de Regering, na advies van de Raad, de loerjacht tijdens het uur na de officiële zonsondergang en tijdens het uur voor de officiële zonsopgang voor bepaalde tijden en onder bepaalde voorwaarden toelaten. »

Art. 8. Wat het Waalse Gewest betreft, wordt bij artikel 2*bis*:

1° een nieuw § 3 ingevoegd, opgesteld als volgt:

« § 3. Op de terreinen, die verdeeld zijn over twee of meer gewesten of landen, is het jagen toegelaten onder de voorwaarden van dit decreet op het gedeelte van de terreinen gelegen in het Waalse Gewest, voor zover de totale oppervlakte van de aaneengesloten terreinen ten minste gelijk is aan het minimum dat geëist is in een van deze landen of in een van deze gewesten, en voor zover er een reciprociteitsbeginsel bestaat tussen het Waalse Gewest en deze aangrenzende landen of gewesten. »;

2° de huidige § 3 wordt § 4.

Art. 9. Wat het Waalse Gewest betreft, in het artikel 2*bis* van dezelfde wet, er ingevoegd bij het artikel 3 van het koninklijk besluit van 10 juli 1972, wordt het § 3 van de wet, voortaan § 4, vervangen door de volgende bepaling:

« § 4. Wat het Waalse Gewest betreft, worden de inbreuken op de bepalingen van dit artikel gestraft met een geldboete van BEF 100 tot 1 000. »

Art. 10. Wat het Waalse Gewest betreft, wordt er een als volgt opgesteld artikel 2*ter* in dezelfde wet ingevoegd:

« Artikel 2*ter*. In het Waalse Gewest is het verboden te jagen op elk grof wild binnen een afgesloten terrein op straffe van een geldboete van BEF 200 tot 1 000.

Deze bepaling is niet toepasselijk op terreinen of delen van terreinen omringd met afsluitingen geplaatst voor de veiligheid van mensen, alsook voor de bescherming van teelten en het houden van vee, met uitzondering van alle andere afsluitingen. De Regering bepaalt de hoogte van deze afsluitingen. »

Art. 11. Wat het Waalse Gewest betreft, wordt het artikel 3, 1e lid, van dezelfde wet vervangen door de volgende bepaling:

« In het Waalse Gewest is het verboden, op straffe van een geldboete van BEF 100 tot 1 000, te jagen op de spoorwegen en hun aanhorigheden. De eigenaar kan echter het jagen toelaten indien de spoorweg niet meer in dienst is. »

Art. 12. Wat het Waalse Gewest betreft, wordt het artikel 4 van dezelfde wet vervangen door de volgende bepaling:

« Artikel 4. In het Waalse Gewest is het verboden te eniger tijd en op enigerlei wijze te jagen op andermans grond zonder toestemming van de eigenaar of zijn rechthebbenden, op straffe van een geldboete van BEF 100 tot 1 000.

De geldboete is van BEF 300 tot 1 000 wanneer het terrein met muren of hagen afgesloten is. »

Art. 13. Wat het Waalse Gewest betreft, wordt het eerste lid van artikel 5 van dezelfde wet vervangen door de volgende bepaling:

« Artikel 5. In het Waalse Gewest worden met een geldboete van BEF 50 tot 100 gestraft zij die wetens en willens hun honden laten jagen of rondlopen op gronden waarvan het jachtrecht aan een ander toebehoort. »

Art. 14. Wat het Waalse Gewest betreft, wordt er een als volgt opgesteld artikel 5*bis* in dezelfde wet ingevoegd:

« Artikel 5*bis*. § 1. In het Waalse Gewest is het verplicht, vanuit een ethisch standpunt, gekwetst wild op te sporen.

Deze opsporing is uitgevoerd door de houder van het jachtrecht of, onder zijn verantwoordelijkheid, door de door hem aangestelde personen.

De houder van het jachtrecht kan de afgevaardigden aanstellen van de in artikel 1*quinquies* bedoelde erkende verenigingen voor de opsporing van gekwetst grof wild.

De aanstelling kan mondeling of schriftelijk zijn.

Iedere gewapende persoon, die gekwetst wild opspoot, moet in het bezit zijn van een jachtverlof.

§ 2. In het Waalse Gewest is het opsporen van gekwetst wild op andermans terrein toegelaten zonder de in artikel 4, 1e lid, bedoelde toestemming en in afwijking van artikel 5.

Deze opsporing kan echter niet plaatsvinden:

- op de plaatsen die een woning vormen in de zin van artikel 15 van de Grondwet;
- zonder voorafgaande schriftelijke of mondelinge verwittiging van de betrokkene houder van het jachtrecht of van zijn beëdigde jachtopziener.

§ 3. De inbreuken op de bepalingen van dit artikel worden gestraft met een geldboete van BEF 100 tot 200. »

Art. 15. Wat het Waalse Gewest betreft, wordt het artikel 6 van dezelfde wet vervangen door de volgende bepaling:

« Artikel 6. In het Waalse Gewest is het verboden op enigerlei wijze te jagen buiten de door de Regering bepaalde tijden.

Het is eveneens verboden te eniger tijd eieren of broedsels van vogels, gerangschikt als wild en levend in de natuur, weg te nemen of te vernielen, te koop te stellen, te verkopen, te kopen, te vervoeren of te venten.

De inbreuken op de bepalingen van dit artikel worden gestraft met een geldboete van BEF 200 tot 1 000. »

Art. 16. Wat het Waalse Gewest betreft, wordt het artikel 7 van dezelfde wet vervangen door de volgende bepaling:

« Artikel 7. Op voorwaarde dat er geen bevredigende oplossing bestaat en zonder het voortbestaan van de betrokkene populatie te schaden, kan de Regering, na advies van de Raad, de vangst, de verdrijving of de bestrijding van wildsoorten toelaten:

- a. in het belang van de bescherming van fauna en flora;
- b. om belangrijke schade aan teelten, veeteelt, bossen, visserijen, wateren te voorkomen;
- c. in het belang van de volksgezondheid en -veiligheid, alsook voor de luchtveiligheid;
- d. met het oog op vorsing en educatie, herbevolking, herinvoering alsook voor het kweken in verband met deze acties.

De Regering bepaalt de tijd- en plaatsomstandigheden, de middelen, installaties of methodes die kunnen gebruikt worden en welke personen bevoegd zijn voor de vangst, de verdrijving of de bestrijding, alsook de voorwaarden die zij moeten vervullen.

De inbreuken op de bepalingen van dit artikel worden gestraft met een geldboete van BEF 100 tot 400. »

Art. 17. Wat het Waalse Gewest betreft, wordt het artikel 8 van dezelfde wet vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 8. In het Waalse Gewest, onverminderd de bepalingen van artikel 7, is het te allen tijde verboden te vervoeren en gebruik te maken van netten, stroppen, wildklemmen, tuigen, al dan niet vergiftigde lokazen, en alle andere tuigen voor de vangst, de bestrijding of om de vangst of de bestrijding van alle wild te vergemakkelijken.

Het houden, de verkoop en het te koop te stellen van wildklemmen is verboden.

Elke jachtbedrijf vanuit een motorvoertuig is verboden.

De inbreuken op de bepalingen van dit artikel worden gestraft met een geldboete van BEF 100 tot 1 000. »

Art. 18. Het artikel 9 van dezelfde wet, opgeheven door het decreet van de Waalse Gewestraad van 19 juli 1985 tot wijziging voor het Waalse Gewest van sommige bepalingen van de wet van 28 februari 1882 op de jacht, wordt, wat het Waalse Gewest betreft, hersteld in de volgende opstelling :

« Artikel 9. In het Waalse Gewest is het artikel 8 niet toepasselijk op :

1° buidels voor het vangen van konijnen;

2° tuigen die de eigenaar of zijn rechthebbende met machtiging van de Regering zal mogen gebruiken om voor de teelt bestemde fazanten in zijn bossen opnieuw te bemachtigen;

3° vangtuigen gebruikt voor wetenschappelijke vorsingsdoeleinden of voor profylactische doeleinden, binnen de grenzen en onder de voorwaarden bepaald door de Regering;

4° selectieve vangtuigen volgens de modaliteiten bepaald door de Regering, na advies van de Raad;

5° middelen toegelaten door de Regering op grond van artikel 7. »

Art. 19. Wat het Waalse Gewest betreft, wordt het artikel 9bis van dezelfde wet vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 9bis. In het Waalse Gewest :

§ 1. Na advies van de Raad treft de Regering een regeling voor het gebruik van projectielen, tuigen, toestellen of procédés, jachtwijzen of -technieken ter uitoefening van de jacht.

De parforcejacht is verboden in het Waalse Gewest.

§ 2. Het is verboden met een wapen gebruik te maken van jachtkansels gelegen op minder dan tweehonderd meter van elk terrein waar iemand anders met het geweer jaagt of van een natuurreservaat in de zin van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, behalve indien de jacht er toegelaten is, of van een kunstmatige voederplaats voor het wild.

Het voorafgaand verbod slaat niet op jachtkansels beruit voor de bestrijding van de houtduif onder de door de Regering bepaalde voorwaarden.

§ 3. De inbreuken op de bepalingen van dit artikel worden gestraft met een geldboete van BEF 100 tot 1 000. »

Art. 20. Wat het Waalse Gewest betreft, wordt het artikel 10 van dezelfde wet vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 10. In het Waalse Gewest is het verboden dood wild te vervoeren of in de handel te brengen, behalve vanaf de opening van de jacht tot en met de tiende dag volgend op de sluiting van de jacht op dit wild.

Het verbod van het eerste lid slaat niet op wildpreparaten wanneer het wild dat er in verwerkt is, volledig onherkenbaar is.

Wanneer de jacht in een beperkt gebied geopend is, kan de Regering een regeling treffen voor het vervoer en het te koop stellen van het wild geschoten tijdens de betrokken periode.

De handelaars in wild, tafelhouders en restaurateurs kunnen alle wild vervoeren, laten vervoeren, stockeren, gereedmaken, behandelen, in de handel brengen na de in het 1e en 2e lid bedoelde periodes op voorwaarde dat zij hun herkomst kunnen bepalen, hun regelmatig houden kunnen bewijzen, onder meer ten opzichte van de regeling toepasselijk in de Staat of in het Gewest van herkomst en dat zij de voorwaarden vastgesteld door de Regering na advies van de Raad beantwoorden.

De Regering kan beslissen dat het vervoer of het in de handel brengen van dood wild eveneens verboden is of gereguleerd wordt tijdens de periode vanaf de opening van de jacht tot en met de tiende dag volgend op de sluiting van de jacht.

Wat betreft het grof wild kan de Regering een Waalse herkomst- en kwaliteitslabel instellen, dat bestemd is voor de teeltprodukten en de jachtprodukten. Zij bepaalt de toekenningsmodaliteiten van het label.

De inbreuken op de bepalingen van dit artikel worden gestraft met een geldboete van BEF 100 tot 1 000 en met een gevangenisstraf van één maand tot twee jaar, of slechts met een van deze straffen. »

Art. 21. Wat het Waalse Gewest betreft, worden de volgende wijzigingen aan het artikel 11 van dezelfde wet gebracht :

1° in het 1e lid wordt het woord « alleen » geschrapt;

2° in hetzelfde lid worden de woorden « bij handelaars in eetwaren, tafelhouders en restaurateurs, op openbare plaatsen en in openbare voertuigen » vervangen door de woorden « op elk ogenblik en in alle plaatsen en voertuigen die geen woning vormen in de zin van artikel 15 van de Grondwet »;

3° het 2e lid is opgeheven.

Art. 22. Wat het Waalse Gewest betreft, wordt het artikel 12 van dezelfde wet vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 12. Het vervoer en het loslaten van levend klein wild en van levend waterwild is alleen toegelaten van de dag na de sluiting van de jacht tot de dertigste dag vóór de opening van de jacht op het betrokken soort. Wat het soort patrijs betreft, zijn het vervoer en het loslaten toegelaten tot de vijftiende dag vóór de opening van de jacht op dit soort.

Bovendien wanneer vogels aanzien als wild, gevangen in de natuur en vermeld in de bijlage III, deel 2, van de Richtlijn 79/409/EEG inzake het behoud van de vogelstand, vervoerd worden voor de verkoop wordt dit vervoer alleen toegelaten door de Regering na raadpleging van de Commissie, overeenkomstig de bepalingen van artikel 6, punten 3 en 4, van deze Richtlijn.

Na advies van de Raad bepaalt de Regering de voorwaarden die het loslaten van klein wild en waterwild regelen.

De inbreuken op de bepalingen van dit artikel worden gestraft met een geldboete van BEF 100 tot 5 000 en met een gevangenisstraf van één maand tot twee jaar, of slechts met een van deze straffen. »

Art. 23. Wat het Waalse Gewest betreft, wordt er een als volgt opgesteld artikel 12*bis* in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 12*bis*. § 1. Wat het grof wild en het overige wild betreft zijn te allen tijde verboden :

- 1° het kopen, het vervoeren, het te koop stellen, het verkopen en het loslaten van elk levend dier;
- 2° het uitbaten van teelparken, reserves en de herbevolking van dieren bestemd om losgelaten, gejaagd of afgeschoten te worden.

§ 2. Na advies van de Raad zal de Regering al dan niet in de tijd beperkte afwijkingen kunnen verlenen ten voordele van :

- de wetenschap, het onderzoek of het behoud van het wild in de natuur;
- het telen van wild voor de productie van vlees of voor toeristische doeleinden, voor zover deze teelt de wilde populaties niet schaadt.

§ 3. De inbreuken op de bepalingen van dit artikel worden gestraft met een geldboete van BEF 100 tot 5 000 en met een gevangenisstraf van één maand tot twee jaar, of slechts met een van deze straffen. »

Art. 24. Wat het Waalse Gewest betreft, wordt er een als volgt opgesteld artikel 12*ter* in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 12*ter*. § 1. Met uitzondering van het wild zwijn is het bijbrengen van voedsel voor het grof wild verboden.

§ 2. Nochtans, na advies van de Raad, kan het bijbrengen van voedsel toegelaten worden of verplicht zijn als aanvulling onder de door de Regering vastgelegde voorwaarden, tussen 1 november en 30 april, op een geheel van biologisch gelijkaardige terreinen.

§ 3. Na advies van de Raad kan de Regering strikt in de tijd beperkte afwijkingen van de bepalingen van §§ 1 en 4 toestaan voor het belang van de wetenschap, het natuurbehoud of voor sanitaire doeleinden.

§ 4. Het voedsel bijbrengen voor wilde zwijnen kan enkel plaatsvinden als afleiding om de teelten van belangrijke schade te beschermen en onder de voorwaarden bepaald door de Regering na advies van de Raad.

§ 5. De inbreuken op de bepalingen van dit artikel worden gestraft met een geldboete van BEF 100 tot 1 000.

Art. 25. Wat het Waalse Gewest betreft, wordt er een als volgt opgesteld artikel 12*quater* in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 12*quater*. In het Waalse Gewest is het loslaten en het in de natuur invoeren van elk dier voortkomend uit een kruising van twee soorten, waarvan één een wild dier is, verboden op straffe van een geldboete van BEF 100 tot 5 000 en met een gevangenisstraf van een maand tot twee jaar, of slechts met één van deze straffen. »

Art. 26. Wat het Waalse Gewest betreft, worden de volgende wijzigingen aan het artikel 13 van dezelfde wet gebracht :

1° in het 1e lid, na de woorden « in de staatsdomeinen » worden de woorden « en de domeinen van het Waalse Gewest » ingevoegd;

2° het volgende lid wordt na het 2e lid ingevoegd :

« In de domeinen van het Waalse Gewest moet de aannemer bij toewijzing in het bezit zijn van een door het Waalse Gewest uitgereikte jachtverlof. Wat deze domeinen betreft heeft de uittredende aannemer bij toewijzing, die tijdens een nieuwe aanbestedingsprocedure het hoogste aanbod niet doet, het recht te worden aangesteld als aannemer bij toewijzing door een prijs te betalen gelijk aan het bedrag van deze aanbesteding, behalve wanneer hij de bepalingen van de vorige overeenkomst(en) niet heeft nageleefd of indien hij het onderwerp is geweest van een definitieve veroordeling tot straf wegens inbreuk op deze wet. »

Art. 27. Wat het Waalse Gewest betreft, wordt het artikel 14 vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 14. § 1. Voor elke jachtwijze wordt hij die jagend wordt aangetroffen en niet in het bezit is van een in § 3 bedoelde jachtverlof of jachtvergunning gestraft met een geldboete van BEF 200. Indien de jager het bewijs kan leveren van een jachtverlof of een jachtvergunning, maar niet in het bezit is van deze documenten, wordt de geldboete tot BEF 25 verminderd.

Nochtans moeten de jachtopzieners, alsook de drijvers en andere helpers tijdens de waarneming van hun opdracht niet in het bezit zijn van een jachtverlof of -vergunning.

Hij die jagend wordt aangetroffen en het vereiste verlof niet overlegt, wordt, behalve tot de geldboete bij dit artikel bepaald, ambtshalve veroordeeld tot betaling van het bedrag van de voor dit verlof verschuldigde taks en door het strafbare feit ontdeken is.

Het jachtverlof en de jachtvergunning moeten getoond worden op elk verzoek van één der in artikel 24 bedoelde agenten. Zij zijn persoonlijk.

§ 2. Het jachtverlof wordt door de door de Regering aangestelde ambtenaren uitgereikt tegen betaling aan het Waalse Gewest van een jaarlijkse taks van BEF 9 000. Het is geldig alle dagen van de week.

De Regering bepaalt de vorm en de andere voorwaarden voor de uitreiking van het verlof.

De Regering kan de toekenning van het jachtverlof aan een examen onderwerpen.

§ 3. De houder van een in het Waalse Gewest uitgereikt jachtverlof kan een jachtvergunning bekomen voor zijn genodigde, die niet in dit Gewest woont.

Deze vergunning is geldig tijdens vijf opeenvolgende dagen en zij wordt uitgereikt tegen de betaling aan het Gewest van een taks van BEF 1 500.

Deze vergunning vermeldt de naam van de houder van het verlof en de naam van de houder van de vergunning, alsook de data en de plaats waar zij zal worden gebruikt.

De Regering bepaalt de vorm en de voorwaarden voor de uitreiking van de vergunning en duidt de voor haar uitreiking bevoegde ambtenaren aan.

§ 4. Overeenkomstig de indexschommelingen kan de Regering overgaan tot een driejaarlijkse herziening van de bedragen van de in §§ 2 en 3 bedoelde taksen.

De krachtens de bepalingen van de §§ 2 en 3 geïnde bedragen kunnen niet terugbetaald worden.

Nochtans, indien het jachtverlof of de jachtvergunning niet uitgereikt werden, kan een aanvraag om terugbetaling van hun bedrag ingediend worden bij de Minister bevoegd voor de jacht.

De in §§ 2 en 3 bedoelde bedragen worden betaald vóór de uitreiking van het jachtverlof of van de jachtvergunning bij middel van een storting of een overschrijving op de rekening van de ontvangsten van het Ministerie van het Waalse Gewest.

§ 5. De inbreuken op de bepalingen van dit artikel worden opgespoord en vastgesteld door de in artikel 24 bedoelde ambtenaren, wachters en agenten, alsook door de ambtenaren of agenten daartoe door de Regering aangesteld. Buiten dewelke bedoeld in § 1, worden de andere inbreuken op de bepalingen van dit artikel gestraft met een geldboete van BEF 100 tot 200. »

Art. 28. Wat het Waalse Gewest betreft, wordt het artikel 15 vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 15. De misdrijven, in de hierboven artikelen 3, 4, 6, 8, 9bis en 14 omschreven, worden gestraft met dubbele geldboete en met gevangenisstraf van één maand tot twee jaar, wanneer zij worden gepleegd door middel van een verboden wapen, wanneer de schuldigen verkleed of gemaskerd zijn, of wanneer de feiten in bende of bij nacht worden gepleegd. »

Art. 29. Wat het Waalse Gewest betreft, wordt er een punt 4° bij het artikel 22 van de wet gevoegd, opgesteld als volgt :

« 4° wanneer de jager klaarblijkelijk dronken is. »

Art. 30. Wat het Waalse Gewest betreft, wordt het artikel 28 vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 28. In het Waalse Gewest verjaart de strafvordering wegens een van de misdrijven bij deze wet omschreven door verloop van drie jaar, te rekenen van de dag waarop het misdrijf gepleegd is. »

Art. 31. Wat het Waalse Gewest betreft, wordt het artikel 30bis vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 30bis. In het Waalse Gewest kan de Regering, in het belang van de wetenschap, van het natuurbeheer of tot voorkoming van belangrijke schade, afwijkingen toestaan van de bepalingen van de artikelen 2bis, 9bis, 10, 1e lid, 12, 1e lid, 12bis, § 1, van deze wet. »

Art. 32. Wat het Waalse Gewest betreft, wordt er een als volgt opgesteld artikel 30ter in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 30ter. § 1. Elke beslissing genomen ter uitvoering van deze wet mag niet als doel of gevolg hebben een afwijking te zijn van een regel van internationaal recht zonder de door haar opgelegde voorwaarden na te leven.

§ 2. Wat betreft de krachtens deze wet genomen beslissingen die niet volledig in het *Belgisch Staatsblad* bekend worden gemaakt, treft de Regering, na advies van de Raad, de nodige maatregelen om ze bekend te maken langs andere wegen dan het *Belgisch Staatsblad* of om het publiek te informeren over de manier waarop het er kennis van kan nemen. »

Art. 33. Wat het Waalse Gewest betreft, wordt het artikel 32 van dezelfde wet aangevuld met een als volgt opgesteld tweede lid :

« In het Waalse Gewest worden opgeheven :

1° de artikelen 6bis, 6ter en 7ter;

2° het artikel 31, behalve wat betrekking heeft op de invoer, de uitvoer en de doorvoer van niet-inheemse vogelsoorten en van hun stoffelijk overschot;

3° de benaming « Bepalingen eigen aan het Waalse Gewest » ingevoegd tussen de artikelen 32 en 33 van de jachtwet van 28 februari 1882;

4° de artikelen 33 tot 37;

5° het decreet van 28 juni 1990 betreffende het jachtverlof en de jachtvergunning. De regeling betreffende de uitreiking van het jachtverlof en de jachtvergunning, alsook de bestaande formulieren hieromtrent blijven echter van toepassing indien zij niet tegenstrijdig zijn met dit decreet en zolang de Regering geen nieuwe regels vastgesteld heeft;

6° het koninklijk besluit van 17 augustus 1964 tot regeling van het gebruik van jachtkansels met het oog op de uitoefening van de jacht;

7° het artikel 13 van het Veldwetboek van 7 oktober 1886. »

Art. 34. Wat het Waalse Gewest betreft, in het artikel 3 van de wet van 20 april 1982 houdende goedkeuring van het protocol, ondertekend te Luxemburg op 20 juni 1977, tot wijziging van de Benelux-Overeenkomst op het gebied van de jacht en de vogelbescherming, ondertekend te Brussel op 10 juni 1977, dient te worden verstaan « ...de artikelen 8, vierde lid, 11, 16... » in plaats van « ...de artikelen 8, eerste lid, 11, 16... ».

Art. 35. Dit decreet wordt van kracht op 1 juli 1995 en op 1 juli 2000 wat betreft het artikel 10 betreffende de bestaande afgesloten terreinen en het 2e lid van § 1 van het artikel 19 met betrekking tot de jachtgezelschappen erkend vóór 1 januari 1994.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 14 juli 1994.

De Minister-president van de Waalse Regering
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Technologische Ontwikkeling,
Wetenschappelijk Onderzoek, Tewerkstelling en Beroepsopleiding,

A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,

B. ANSELME

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Patrimonium en Vervoer,

A. BAUDSON

De Minister van Openbare Werken,

J.-P. GRAFE

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

W. TAMINLAUX

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN